

# Administratifs: Abandon des missions, privatisations, austérité : ne nous laissons pas faire !!

*Collectif Sarka-SPIP*

lundi 20 novembre 2017 par popularité : 20%

Dans l'Éducation nationale, le projet de loi de finances 2018 prévoit la suppression de 200 postes de personnels administratifs

Depuis la mise en place du gouvernement Macron, les coups pleuvent sur les têtes de l'ensemble des salarié-es. Côté privé, la nouvelle loi travail remet en cause des années de conquêtes sociales : avec l'inversion de la hiérarchie des normes, elle enterre définitivement le code du travail qui devient désormais juridiquement inférieur à un accord d'entreprise ; elle facilite les licenciements et réduit leur indemnisation ; elle fusionne les institutions de représentation du personnel (IRP) ; elle généralise le CDI dit « de chantier » et réinstalle donc le travail à la tâche.

Les mauvais coups qui touchent le privé, sont, en cas de succès, souvent généralisés au secteur public. C'est pourquoi, nous, personnels de la Fonction publique, devons lutter aux côtés des salarié-es du privé contre cette nouvelle loi travail.

**Côté public, le gouvernement se donne un objectif de 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires sous le quinquennat.**

Pour être plus « efficace », le gouvernement s'est doté d'un instrument : le comité Action publique 2022 (sorte de commission Attali bis) composé de chef-fes d'entreprises, de directeur-trices financier-ères, DRH, d'économistes libéraux... et qui a pour mission de proposer des pistes pour transformer le service public et réduire les dépenses.

La lettre de mission du Premier ministre en date du 26 septembre 2017 est explicite et charge ce comité Action publique 2022 « de proposer des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions ». Ces pistes se traduisent déjà sur le terrain. Dans les préfectures, le service d'accueil n'est plus assuré depuis quelques semaines, créant ainsi une discrimination évidente pour les usager-ères : personnes en situation de handicap, analphabètes, personnes n'ayant pas accès à internet.

**Dans l'Éducation nationale, le projet de loi de finances 2018 prévoit la suppression de 200 postes de personnels administratifs, ce qui représente la moitié des postes créés depuis 2013.**

Alors que les services déconcentrés, les secrétariats d'établissements, CIO ou agences comptables sont déjà surchargés et que de nouveaux établissements ouvrent, le gouvernement joue à un jeu dangereux avec la santé des personnels et la qualité du service public. Les collègues dans les établissements voient leurs conditions de travail fortement impactées suite à la suppression des CUI

Considérant que les gouvernements Hollande ne sont pas allés assez loin dans l'aboutissement du processus de réorganisation des régions, Emmanuel Macron et le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer souhaitent, à terme, fusionner des académies de ces nouvelles régions.

Le poste de recteur de l'académie de Rouen ayant été laissé vacant en juin, une première expérimentation est lancée dès maintenant sur la région Normandie avec un processus de fusion des académies de Caen et de Rouen. Le recteur de Caen est dorénavant recteur des académies de Caen et Rouen.

Dans nos services, sous prétexte de rationalisation, la mutualisation des moyens en cours se fait au détriment de la proximité du service public et des conditions de travail des personnels. Malgré la forte mobilisation des personnels de la Fonction publique lors de la journée de grève du 10 octobre dernier, le Rendez-Vous Salarial qui s'en est suivi a prouvé que le gouvernement se moque des agents. En effet, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Monsieur Gérard Darmanin, a confirmé le gel du point d'indice, le rétablissement du jour de carence pour le 1er janvier 2018, la stricte compensation de l'augmentation de la CSG par une indemnité dont la pérennité n'est pas assurée, mais aussi le report d'un an des mesures de revalorisation (pourtant minime !) du plan PPCR.

**Pour toutes ces raisons la CGT Educ'action appelle les personnels à se mobiliser pour mettre fin à la politique antisociale du gouvernement.**